

Moniteur financier 2013 : les Suisses pour une politique financière conservatrice

dossier politique

11 juillet 2013

Numéro 11

Sondage représentatif Selon un sondage représentatif de l'institut de recherche gfs.bern, les Suisses prônent une politique financière prudente. La plupart des personnes interrogées soutiennent le frein à l'endettement. Comme dans l'enquête de 2012, une majorité voudrait étendre cet instrument aux assurances sociales. La population porte un regard critique sur l'action de la Confédération en matière de politique financière. En 2013, 58% des Suisses estiment que la Confédération ne maîtrise pas ses dépenses et 82% voudraient qu'elle accomplisse ses tâches sans augmenter les impôts. De l'avis des sondés, la Confédération devrait réduire ses dépenses de préférence dans l'asile, les salaires de la fonction publique et l'armée, mais pourrait les augmenter dans la formation. En cas de déficit, elle devrait procéder à des économies et affecter un éventuel excédent à l'amortissement de la dette.

Position d'economiesuisse

- ▶ La politique financière restrictive souhaitée par les citoyens doit être traduite dans la réalité.
- ▶ À cet effet, il convient de contenir les dépenses dans les affaires courantes. Les corrections exigées par le frein à l'endettement doivent être systématiquement mises en œuvre.
- ▶ Une politique financière prudente suppose aussi de se réserver une marge de manœuvre. Des déséquilibres financiers trop importants et des dynamiques de croissance différentes entre les domaines de tâches sont à éviter. Ces deux exigences plaident pour un réexamen régulier des tâches.
- ▶ Des goulets d'étranglement menaceront le budget fédéral en 2014. Il convient donc de respecter strictement le frein à l'endettement et de mettre en œuvre le réexamen des tâches.

Résultats du Moniteur financier 2013

Contexte économique

Si la croissance économique en Suisse a marqué le pas en 2012, elle est demeurée positive (+1 %) en comparaison avec l'Union européenne (UE). Les problèmes structurels de l'UE n'ont pas encore été résolus et aucun remède n'est à portée de main. La locomotive conjoncturelle traditionnelle de l'UE s'essouffle : l'Allemagne ne parvient plus à contrebalancer les tendances à la récession qui se manifestent en Europe méridionale, en France et aux Pays-Bas. En conséquence, l'UE enregistrera cette année encore une croissance économique négative. Le taux de chômage moyen dans l'UE continue de croître (10,9 %). La situation des jeunes sur le marché du travail est particulièrement précaire. Près d'un jeune sur cinq est sans emploi (23 %). Par comparaison, le chômage en Suisse est relativement bas (3 %).

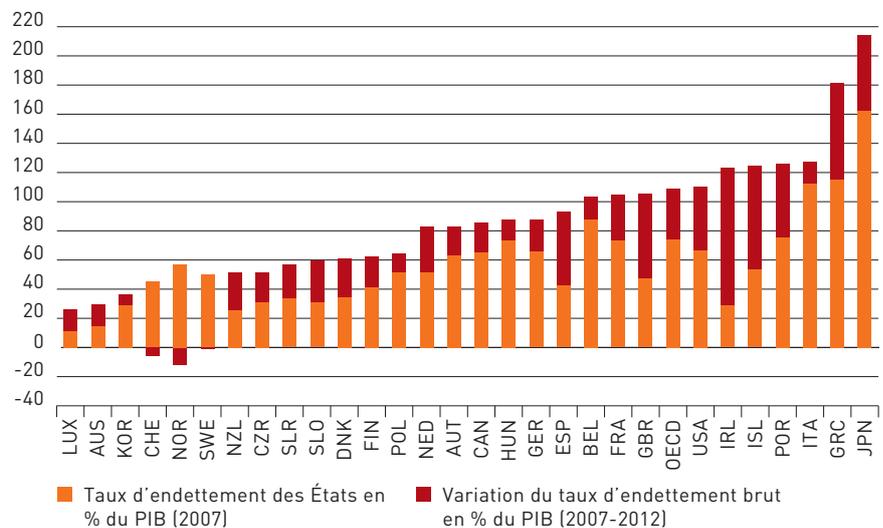
► Le ralentissement de la croissance met l'économie sous pression.

La crise de la dette et la vigueur du franc représentent des défis majeurs pour l'économie suisse. Seuls quelques pays de l'UE affichent encore un taux d'endettement inférieur à 60 % et respectent ainsi les critères de Maastricht (voir graphique 1). L'évolution économique dans l'UE, principal partenaire commercial de la Suisse, est donc de la plus haute importance pour notre pays. Compte tenu de divers risques et de l'endettement élevé des États, de nouvelles turbulences ne sont pas à exclure.

Graphique 1

► Hormis la Suisse, seules la Suède et la Norvège ont réussi à réduire leur endettement depuis 2007.

Taux d'endettement des États en comparaison internationale (en % du PIB)



Source : Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92, 2012

► La situation économique incertaine se reflète dans les résultats de l'enquête.

Les incertitudes au sujet de l'évolution économique se reflètent dans les résultats du Moniteur financier. Si 21 % des personnes interrogées, soit une part en légère hausse, sont d'avis que la situation économique s'est améliorée au cours des douze derniers mois, 31 % estiment qu'elle s'est dégradée. Et les perspectives d'avenir s'annoncent plus sombres : les sondés sont certes plus nombreux à envisager l'avenir avec optimisme (23 % en 2013 contre 20 % en 2012) ; par contre, 25 % croient que la situation économique se détériorera au cours des douze prochains mois.

► Le Moniteur financier mesure, tel un sismographe, les variations de sensibilité de l'opinion publique. Il peut servir de référence pour l'orientation de la politique fiscale et financière.

► Pour la première fois, les sondés estiment que l'endettement a diminué.

Objet et structure du Moniteur financier

Le Moniteur financier est un sondage annuel représentatif qui renseigne sur la perception par les citoyens des principales questions de politique fiscale et financière. Les questions posées et la méthodologie utilisée restent les mêmes d'une enquête à l'autre, ce qui permet de procéder à des analyses et de dégager des tendances à long terme. Le Moniteur financier mesure, tel un sismographe, les variations de sensibilité de l'opinion publique. Les responsables politiques peuvent s'y référer pour définir l'orientation de la politique fiscale et financière. L'enquête est réalisée par l'institut de recherche gfs.bern sur mandat d'économiesuisse. Les résultats du Moniteur financier 2013 se fondent sur une enquête représentative menée auprès de 1000 citoyens de toute la Suisse. En 2013, les entretiens ont été réalisés en tête-à-tête entre le 22 avril et le 10 mai. Les localités ont été déterminées de façon aléatoire. Les personnes interrogées ont été sélectionnées selon la méthode des quotas (âge et sexe). Le rapport final du Moniteur financier 2013 peut être téléchargé à l'adresse suivante : www.economiesuisse.ch.

Endettement de l'État

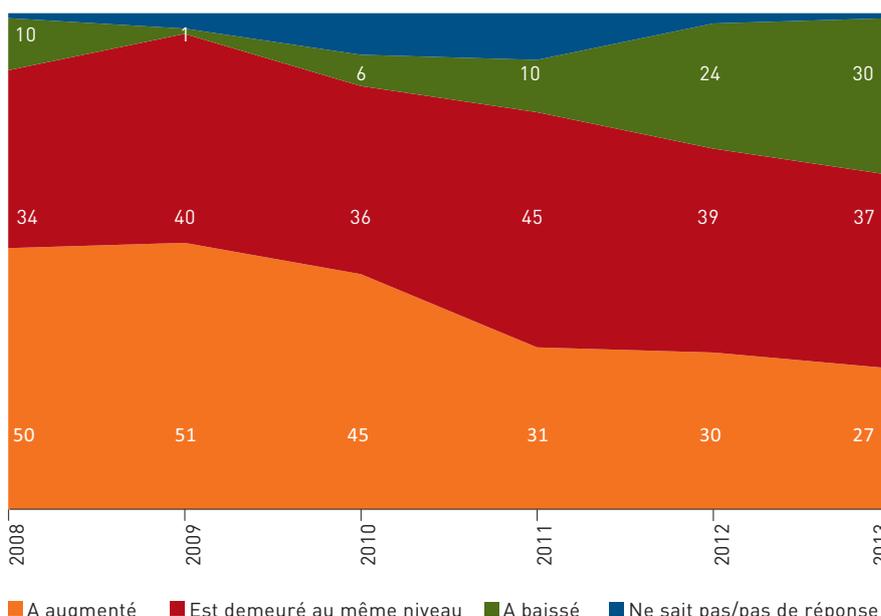
Depuis l'introduction du frein à l'endettement en 2003, la dette de la Confédération a sensiblement diminué. En dépit d'une légère hausse en chiffres absolus entre 2011 et 2012 et, pour la première fois depuis dix ans, en chiffres relatifs aussi en pourcentage du PIB, la population en a une perception positive. Fait sans précédent, une majorité de sondés estime que l'endettement a baissé : 30 % des personnes interrogées (+6 points) affirment que la dette de la Confédération a diminué au cours des cinq dernières années, soit une progression de 20 points de pourcentage par rapport à 2011 ; 37 % (-2) estiment que l'endettement est demeuré pratiquement au même niveau. Enfin, 27 % (-3) croient encore à tort que l'endettement a augmenté.

Graphique 2

► Pour 30 % des sondés, la dette de la Confédération s'est allégée.

Perception de l'évolution de la dette de la Confédération

En % des personnes interrogées



Source : © gfs.bern, Moniteur financier, avril/mai 2013 (N = env. 1000)

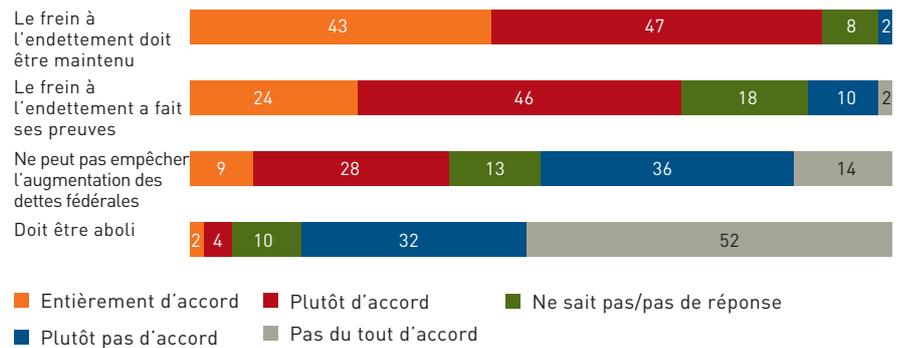
La perception de l'évolution de la dette de la Confédération reflète celle du frein à l'endettement. Cet instrument de politique financière continue de bénéficier d'un large soutien dans la population : 70 % des personnes interrogées estiment qu'il a démontré la preuve de son efficacité et 90 % veulent le conserver.

Graphique 3

► 90 % des personnes interrogées veulent conserver le frein à l'endettement.

Points de vue sur le frein à l'endettement

En % des personnes interrogées



Source : © gfs.bern, Moniteur financier, avril/mai 2013 (N = env. 1000)

Extension du frein à l'endettement aux assurances sociales

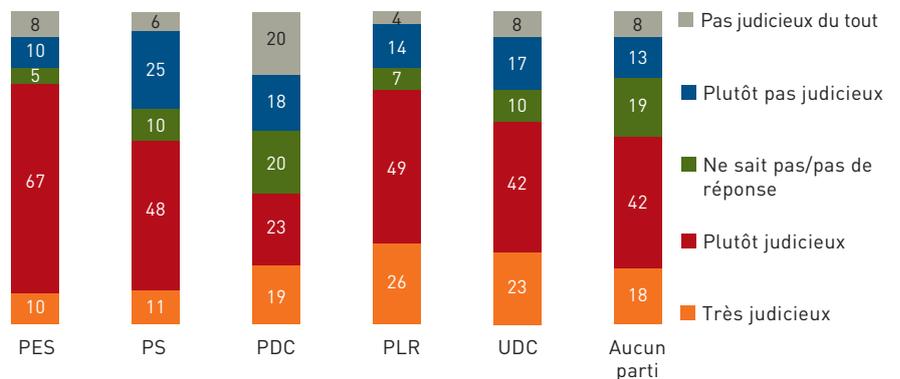
En 2012, pour la première fois, une majorité des personnes interrogées (63 %) s'est prononcée pour une extension du frein à l'endettement aux assurances sociales. Ce résultat se répète dans l'enquête de 2013 : 62 % des sondés, tous partis politiques confondus et également parmi les personnes sans attaches partisans, souhaitent appliquer un frein à l'endettement aux assurances sociales. Economiesuisse promeut depuis des années l'introduction d'un tel mécanisme dans les assurances sociales. C'est à ce prix seulement que l'on pourra garantir la pérennité des assurances sociales pour les générations futures.

Graphique 4

► 63 % souhaitent soumettre les assurances sociales à un frein à l'endettement.

Le frein à l'endettement appliqué aux assurances sociales selon les partis

En % des personnes interrogées



Source : © gfs.bern, Moniteur financier, avril/mai 2013 (N = env. 1000)

► En matière de politique financière, les citoyens restent conservateurs.

Graphique 5

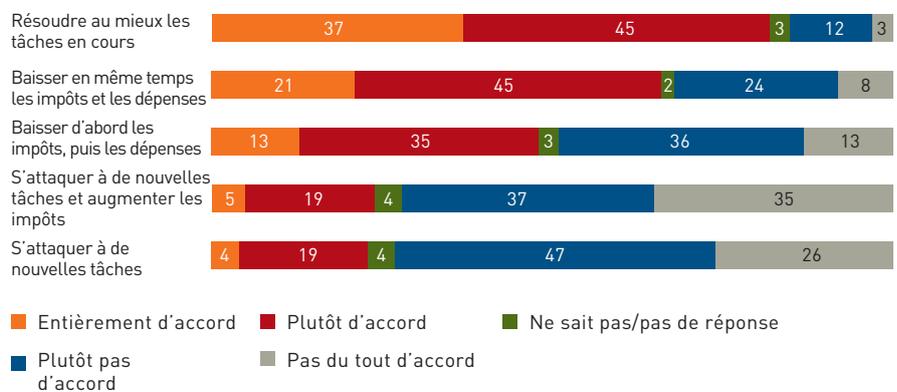
► La majorité des électeurs souhaite que l'État accomplisse ses tâches sans augmenter la fiscalité.

Stratégies en matière de finances publiques

Selon un consensus bien établi, les ressources disponibles doivent permettre d'accomplir les tâches de manière optimale. Pour 82 % des personnes interrogées, la Confédération doit s'acquitter de ses tâches avec les ressources financières dont elle dispose. Les hausses d'impôt et les augmentations de dépenses sont rejetées. Au contraire, 66 % des sondés (+ 3 points) sont favorables à une baisse simultanée des impôts et des dépenses. L'introduction de nouvelles tâches au prix d'une hausse ultérieure de la fiscalité recueille peu d'avis favorables : 73 % des sondés s'y opposent catégoriquement. Et 72 % des Suisses ne veulent pas que la Confédération s'attaque à de nouvelles tâches en augmentant simultanément les impôts.

Stratégies en matière de finances publiques

En % des personnes interrogées



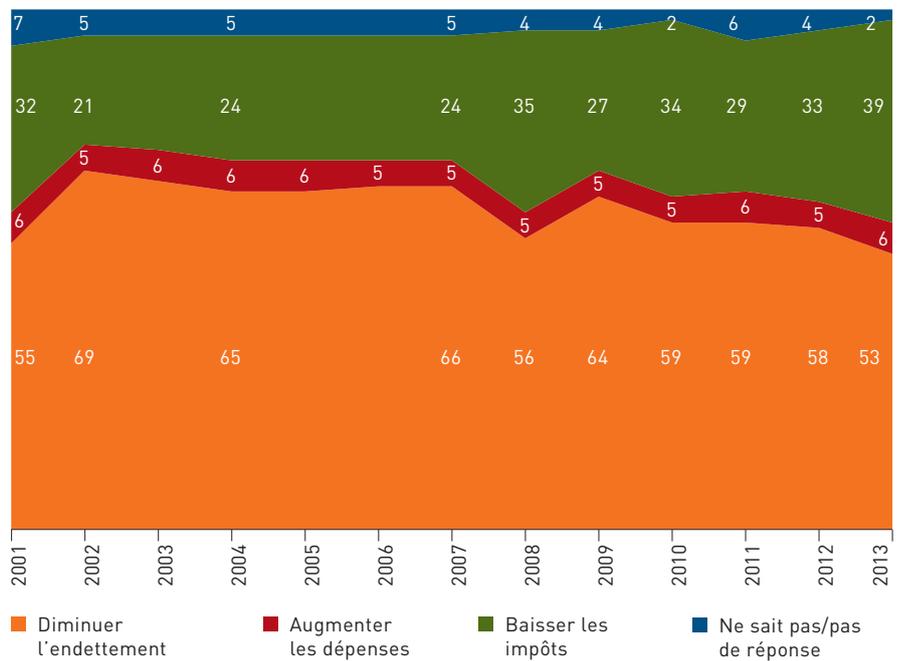
Source : © gfs.bern, Moniteur financier, avril/mai 2013 (N = env. 1000)

En ce qui concerne l'utilisation d'éventuels excédents, les Suisses demeurent pragmatiques. Depuis des années, les personnes interrogées sont majoritairement d'avis que les excédents doivent d'abord être utilisés pour réduire la dette. En 2013, elles étaient 53 % à s'exprimer dans ce sens, alors que 39 % préféreraient réduire les impôts. Depuis 2002, la demande d'une baisse de la fiscalité ne cesse de gagner du terrain. Seuls 6 % des sondés privilégient une augmentation des dépenses. Dans l'ensemble, les opinions n'ont pas changé au cours des douze derniers mois. Dans le scénario inverse, c'est-à-dire si les comptes de l'État sont déficitaires, les Suisses sont unanimes : depuis des années, ils préfèrent une baisse des dépenses à une hausse des impôts ou de l'endettement. Ainsi, 78 % des personnes interrogées s'expriment en faveur d'une baisse des dépenses, 12 % accepteraient une augmentation de l'endettement et seules 5 % seraient favorables à une hausse des impôts.

Graphique 6

► L'amortissement de la dette est la première des priorités. La suivante est de baisser les impôts.

Utilisation des excédents budgétaires
En % des personnes interrogées



Source : © gfs.bern, Moniteur financier, avril/mai 2013 (N = env. 1000)

► L'asile, l'armée et les salaires de la fonction publique sont les premiers domaines cités pour des économies.

Opinions stables au sujet des dépenses de la Confédération

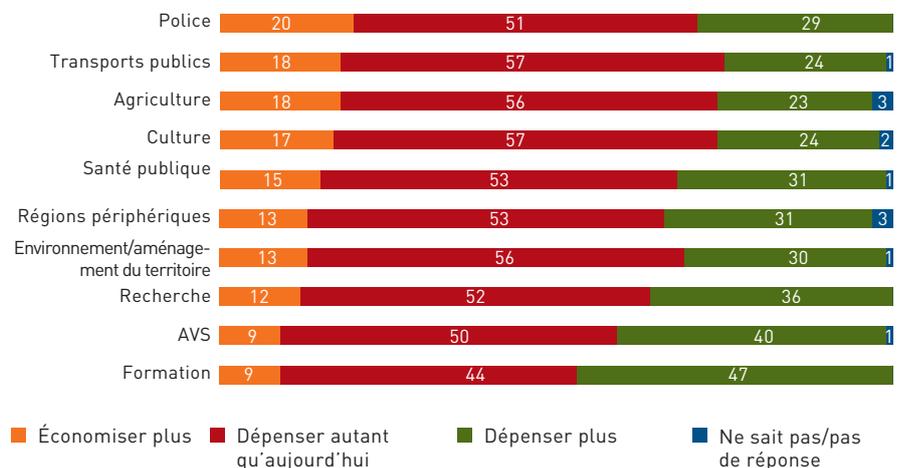
Lorsqu'il s'agit d'évaluer le potentiel d'économie de la Confédération, les personnes interrogées sont d'accord depuis des années: 58% veulent des coupes dans l'asile, 52% dans les salaires de la fonction publique et 51% dans l'armée. Vient ensuite, avec constance, le service diplomatique. Pour tous les autres domaines de tâches, à l'exception de la formation, les Suisses sont en majorité satisfaits du niveau actuel des dépenses. Les résultats sur les hausses éventuelles de dépenses sont similaires à ceux de 2012. Un important déséquilibre se rencontre dans le domaine de la recherche (12% veulent économiser plus, 36% dépenser plus) et dans l'AVS (9% et 40%). Le domaine qui réunit le plus de voix en faveur d'une augmentation des dépenses est toutefois celui de la formation (47%).

Graphique 7

► C'est dans la formation qu'il faudrait d'abord augmenter les dépenses.

Tendance concernant l'évaluation des dépenses publiques

En % des personnes interrogées



Source : © gfs.bern, Moniteur financier, avril/mai 2013 (N = env. 1000)

► Les Suisses sont critiques à l'égard des décisions de politique financière.

Tâches de l'État et dépenses publiques

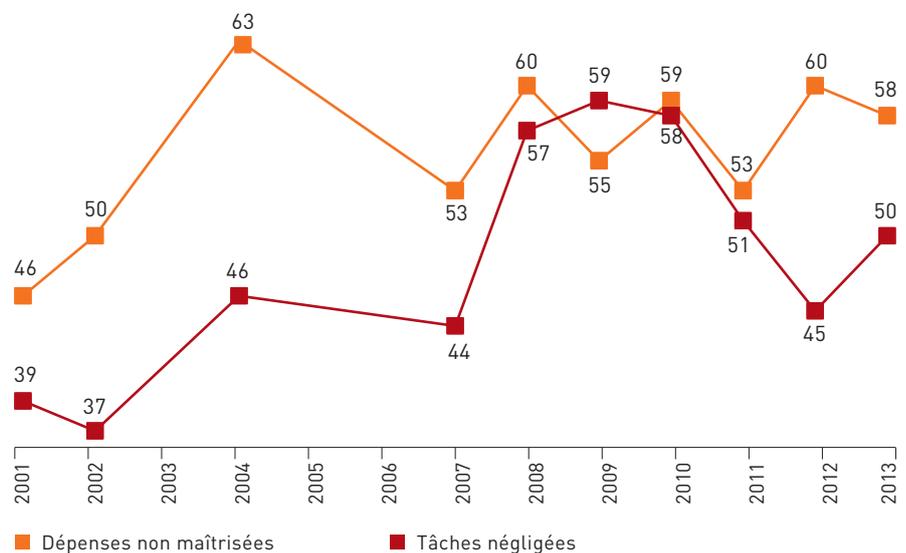
Cinquante-huit pour cent des Suisses sont d'avis que l'État ne maîtrise pas ses dépenses. Ce chiffre se situe dans la moyenne des cinq dernières années. C'est en 2004 que les personnes interrogées s'étaient montrées les plus critiques (63%). Par ailleurs, 50% des personnes interrogées estiment que l'État néglige des tâches importantes. Cette part est à nouveau en légère hausse depuis l'année dernière. Les électeurs du PLR et de l'UDC et les personnes sans attaches partisans sont les plus critiques vis-à-vis de l'action de l'État. L'opinion de l'électorat PDC est la plus modérée. En ce qui concerne l'accomplissement des tâches, les critiques les plus virulentes se manifestent aux deux pôles de l'échiquier politique (PES et UDC).

Graphique 8

► 58% des Suisses considèrent que l'État ne maîtrise pas les dépenses.

Déclarations relatives aux autorités

En % des personnes interrogées



Source : © gfs.bern, Moniteur financier, avril/mai 2013 (N = env. 1000)

Conclusions

► La Suisse doit son faible taux d'endettement notamment au frein à l'endettement.

La crise de la dette en Europe souligne l'importance d'une politique financière durable. Contrairement à la plupart des pays de l'UE, la Suisse se trouve dans une situation confortable et affiche un faible taux d'endettement en comparaison internationale. Elle le doit pour beaucoup au frein à l'endettement, qui continue de bénéficier d'un soutien pratiquement sans faille dans la population. Cette situation relativement avantageuse ne justifie par pour autant de baisser la garde. Les perspectives financières de la Confédération sont incertaines. Le respect du frein à l'endettement nécessitera probablement des corrections. Le Conseil fédéral a pris les devants en mettant sur les rails un programme de consolidation et de réexamen des tâches (CRT). Ce programme, qui aurait permis d'alléger sensiblement le budget à partir de 2014 déjà, a cependant été rejeté par le Conseil national, de sorte qu'il n'entrera pas en vigueur avant 2015 au plus tôt. Les déficits qui se dessinent à partir de cette année devront être éliminés. Pour garantir une politique financière durable, les Suisses ne veulent pas que la fiscalité augmente, comme le confirme une fois encore le Moniteur financier. Les nouvelles tâches ne devraient pas être financées par des impôts et des taxes supplémentaires.

Si les priorités doivent être reportées ou si de nouvelles tâches doivent être introduites, il faudra agir au niveau des dépenses : plus d'argent à un endroit signifie moins d'argent ailleurs. Tel est précisément l'objectif du réexamen des tâches que se propose de poursuivre le CRT. Le réexamen régulier des tâches de l'État est un exercice utile et même nécessaire pour assurer la stabilité à long terme des finances publiques (et pas seulement celles de la Confédération). Ne serait-ce que pour cette raison, le Parlement serait bien avisé d'accepter le CRT.

► Un rejet du réexamen des tâches enverrait un mauvais signal.

Un rejet enverrait un mauvais signal. Selon le Moniteur financier, les excédents doivent servir en premier lieu à l'amortissement de la dette. C'est ce qu'a fait la Confédération durant ces dernières années et elle s'en porte bien. Pour l'économie, il n'existe aucune raison de s'écarter de cette pratique. C'est pourquoi elle rejette les propositions qui réclament des adaptations.

Comme l'année dernière, le Moniteur financier 2013 montre qu'une majorité de la population souhaite étendre le frein à l'endettement à l'ensemble des assurances sociales. Les personnes interrogées, quelles que soient leurs attaches partisans, sont favorables à cette mesure. L'économie promeut depuis longtemps des règles visant à assurer à long terme la stabilité financière des assurances sociales. D'où son regret que le Parlement ait rejeté le projet de révision 6b de l'AI, et avec lui un dispositif en ce sens.

Pour toutes questions :

vincent.simon@economiesuisse.ch

frank.marty@economiesuisse.ch